

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Éditeur B. P. 891 — Tél : 37-18 — Lomé Les abonnements et annonces sont payables d'avance La ligne 80 frs Minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum 250 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs	

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
 Etranger : Port en sus

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

- 1978
- 17 juil. — Décret n° 78-80 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du karité et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1978-1979 422
- 18 juil. — Décret n° 78-81 abrogeant et remplaçant certaines dispositions du décret n° 72-12 du 10 janvier 1972 portant création d'une indemnité de logement au profit du personnel togolais des représentations diplomatiques 423
- 18 juil. — Décret n° 78-82 modifiant le décret n° 77-135 du 20 juin 1977 portant désignation des assesseurs près les tribunaux coutumiers de première instance pour l'année 1977 423

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

- Arrêtés et décision portant inscriptions au tableau d'avancement, promotions et engagement. 424

MINISTERE DE L'INTERIEUR

- 1978
- 21 juil. — Arrêté n° 90-INT-SG-DSTCL portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes 426
- 21 juil. — Arrêté n° 92-INT-SG-DSTCL portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions. 426

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

- 1978
- 4 août — Décision n° 940-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'office international des épizooties. 426
- 4 août — Décision n° 941-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'institut culturel africain (ICA). 426
- 4 août — Décision n° 942-MFE-FO portant autorisation de paiement d'une somme à la trésorerie générale du R.P.T. 426
- 4 août — Décision n° 943-MFE-FO portant autorisation de paiement d'une somme au profit du secrétariat administratif du R.P.T. pour la gestion 1978. 426
- 4 août — Décision n° 944-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'union africaine des postes et télécommunications (UAPT). 426

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

- Arrêté portant nomination. 426

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

- Arrêtés et décision portant admission dans divers corps de la fonction publique, intégrations, nominations, titularisations, incarcération, révocation, acceptation de démissions et admission à la retraite. 427

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

- 1978
- 3 août — Arrêté n° 41-MEN-RS portant transformation d'établissements 432

MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL
ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

1978

31 juil. — Décision n° 106-MPDIRA-DGPD-SFCEP portant autorisation de virement d'une somme en faveur du projet PNUD-TOGO-74-001-B-01-12.	432
31 juil. — Décision n° 107-MPDIRA-DGPD-SFCEP portant autorisation de virement d'une somme en faveur de la société immobilière togolaise (SITO) à Lomé.	432
31 juil. — Décision n° 108-MPDIRA-DGPD-SFCEP portant autorisation de virement d'une somme au profit de la communauté électrique du Bénin à Lomé.	432
31 juil. — Décision n° 109-MPDIRA-DGPD-SFCEP portant autorisation de virement d'une somme en faveur de Maître Amorin à Lomé.	432
7 août — Décision n° 115-MPDIRA-DGPD-SFCEP portant autorisation de virement d'une somme en faveur de la firme engineering products à Lomé.	433

MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DES SPORTS
1978

8 août — Arrêté n° 48-MJSC-DJASE portant restructuration et attributions de la direction de la jeunesse et des activités socio-éducatives.	433
---	-----

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL	
Arrêté et décision portant nominations.	434

DIVERS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêtés et décisions portant nomination de secrétaires de chefs de canton et d'agents d'état-civil.	434
--	-----

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1978

25 juil. — Arrêté n° 292-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Bagalabe Douiti.	435
25 juil. — Arrêté n° 293-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. de Medeiros Lewowi Ayao (Léopold).	436
26 juil. — Arrêté n° 295-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kougbadji Bolou.	436
26 juil. — Arrêté n° 296-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ako (Damien).	436
26 juil. — Arrêté n° 297-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Mississo Koku Agbétoglo.	436
26 juil. — Arrêté n° 298-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kpessou Ekpé Amakue.	437
26 juil. — Arrêté n° 299-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ayawo Aguidi (Jean).	437
26 juil. — Arrêté n° 301-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Namoro Koinolaney (Georges).	437
26 juil. — Arrêté n° 302-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Mensah-Dzraku Kwasi (Michel).	437
3 août — Arrêté n° 303-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Sogoyou Théou Bawélé (Germain).	438
3 août — Arrêté n° 304-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Amede Amako.	438
3 août — Arrêté n° 305-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Djaglo Attikpa Agbolotou.	438
3 août — Arrêté n° 306-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Tademana Solana.	439
3 août — Arrêté n° 307-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Giffa Kokou (Benjamin).	439
3 août — Arrêté n° 308-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Adjevi Adjéty (Louis).	439
3 août — Arrêté n° 312-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Tchantelo Napo.	440
3 août — Arrêté n° 314-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Afolá Yao (Philippe).	440
Arrêté n° 166-MFE-CR du 25 mai 1977 portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Klouvi (Raphaël) (rectificatif).	440

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE
1978

19 juil. — Arrêté n° 709-MTFP portant ouverture de concours.	440
---	-----

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté portant admission, rectificatifs et additifs à des précédents arrêtés portant admission.	441
--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appel d'offres (Construction d'un pavillon militaire au centre hospitalier universitaire de Tokoin à Lomé.	442
Avis nécrologiques.	442

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

D E C R E T S

DECRET N° 78-80 du 17 juillet 1978 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du karité et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1978/1979.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;
Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat du karité de la récolte 1978/79 est fixée au 17 juillet 1978.

Art. 2. — Le prix d'achat au producteur des amandes de karité de ladite récolte est fixée à 31 francs le kilogramme en tous points de traite.

Art. 3. — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo est fixée à 41.960 francs CFA la tonne.

Art. 4. — Les montants des frais de transport supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Région de Dapaon = 3.500 F la tonne

Région de Mango = 3.000 F la tonne

Région de Bassar = 2.500 F la tonne

Région de Tchamba = 1.000 F la tonne.

Art 5. — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal Officiel** de la République.

Lomé, le 17 juillet 1978

Général d'Armée G. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DES AMANDES DE KARITE BAREME 1978-1979

CFA la tonne

Prix d'achat au producteur 31.000

- 1 Commission, manutention acheteur produit 1.058
 - 2 Transport lieu d'achat au centre de collecte 1.500
- 2.558

Valeur nu-basculé centre de collecte 33.558

- 3 Manutention loyer magasin acheteur agréé 674
 - 4 Transport Sokodé — Lomé 3.000
- 3674

Valeur nu-basculé Lomé 37.232

- 5 Frais généraux forfaits 1.496
 - 6 Intérêts et agios 9 % 2 mois 1/2 sur V.L.M. 759
 - 7 Sacherie (13 1/3 sacs à 65) 866
 - 8 Usure sacherie 10 % + montée 53 140
- 3.261

Valeur Loco-magasin Lomé 40.493

- 9 Déchets 1,50 % sur V.L.M. 607
 - 10 Commission acheteur agréé forfait 860
- 1.467

Valeur à facturer à l'OPAT 41.960.

DECRET N° 78-81 du 18 juillet 1978 abrogeant et remplaçant certaines dispositions du décret n° 72-12 du 10 janvier 1972 portant création d'une indemnité de logement au profit du personnel togolais des représentations diplomatiques.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition conjointe des ministres des affaires étrangères et de la coopération, des finances et de l'économie ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968, portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 67-129 du 22 juin 1967 définissant les positions et fixant le régime de rémunération du personnel des représentations diplomatiques ;

Vu le décret n° 72-12 du 10 janvier 1972 ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — L'annexe du décret n° 72-12 du 10 janvier 1972 est modifiée et remplacée par les dispositions du tableau annexé au présent décret.

Art 2. — Pour compter du 1^{er} janvier 1978, les taux mensuels de l'indemnité de logement sont fixés suivant la fonction occupée conformément au tableau ci-joint.

Art 3. — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération et le ministre des finances et de l'économie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au **Journal officiel de la République**

Lomé, le 18 juillet 1978

Général d'Armée G. Eyadéma

ANNEXE

Taux mensuel (en francs C.F.A.) de l'indemnité de logement allouée au personnel togolais des représentations diplomatiques.

FONCTION OCCUPEE	TAUX MENSUEL
Conseiller d'ambassade = 70.000
Secrétaire d'ambassade = 60.000
Attaché d'ambassade = 55.000
Attaché financier adjoint = 50.000
Secrétaire de chancellerie = 45.000
Huissiers et plantons = 40.000
Chauffeurs et gens de maison = 40.000

DECRET N° 78-82 du 18 juillet 1978 modifiant le décret n° 77-135 du 20 juin 1977 portant désignation des assesseurs près les tribunaux coutumiers de première instance pour l'année 1977.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu le décret n° 77-135 du 20 juin 1977 portant désignation des assesseurs près les tribunaux coutumiers de première instance pour l'année 1977,

DECRETE :

Article premier — L'article 1^{er} du décret sus-visé n° 77-135 du 20 juin 1977 est modifié comme suit :

Tribunal coutumier de première instance de Bassar

3°/ Napo Nenkabou, chef du quartier de Bikoutchabé-Bassar ;

4°/Akossi Aliou, acheteur de produits à Kabou — Bassar.

Art 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel de la République**.

Lomé, le 18 juillet 1978

Général d'Armée G. Eyadéma

ARRETES ET DECISIONS**MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE****Tableau d'avancement**

Arrêté n° 24/PR/MDN du 5-7-78 — Les militaires de l'escadrille nationale togolaise dont les noms ci-dessous, sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1978 et nommés aux grades ci-après dans les forces armées togolaises pour compter du 1^{er} juillet 1978 :

Au grade de sous-lieutenant**Les aspirants**

Tagba Mayô, échelon 2 — indice 1400
Ayeva Mahamadou, échelon 2 — indice 1400
Aradjo Wenmiba, échelon 2 — indice 1400

Aspirant**Les sergents**

Gade Komédja, échelon 1 — indice 700
Azoumaro D. Edjamféidom, échelon 1 — indice 700
Latta D. Gnana, échelon 1 — indice 700
Aziagba Kossi, échelon 1 — indice 700
Djaodo Tchalo, échelon 1 — indice 700.

Promotions

Arrêté n° 22/PR/MDN du 5-7-78 — A compter du 1^{er} juillet 1978, les militaires dont les noms suivent, en service dans les forces armées togolaises, sont promus aux grades ci-après :

INFANTERIE TOGOLAISE**Au grade d'adjudant-chef****Les adjudants**

Adjato Yao, éch. 3, ind. 1200

Au grade d'adjudant :**Les sergents-chefs**

Gnandi Piou, éch. 1 Ind. 900 (éch. 2, ind. 950 le 1-10-78)

Yao Kabissi, éch. 3 Ind. 1050

Au grade de sergent-chef :**Les sergents**

Agbaro Mensah, éch. 2 ind. 750
Hopee Yao, éch. 2 ind. 750
Ayao N'Zonou, éch. 2 ind. 750
Agbley Woko, éch. 2 ind. 750
Kpante W. Backo, éch. 1 ind. 700
Hundt Kodjo Djoko, éch. 1 ind. 700

Au grade de sergent :**Les caporaux-chefs**

Ouella Sikassé, n° mle 1013 éch. 3 ind. 550
Palouki Lonzozou, n° mle 0674 éch. 4, ind. 600

Kokou Komlan, n° mle 1789 éch. 3, ind. 550
Ehouloum Saou, n° mle 0493 éch. 4, ind. 600
Todjro Kokou Manowomé, n° mle 1217 éch. 3, ind. 550
Bli Datelma, n° mle 1127 éch. 3, ind. 550
Patale Kézié, n° mle 0739 éch. 4, ind. 600
cal.. Atentira Pakou, n° mle 1693 éch. 3, ind. 550
Koyoda Dadja, n° mle 1986 éch. 3, ind. 550

Au grade de Caporal-chef**Les caporaux :**

Akakpo Mensah, n° mle 0839, éch. 3, ind. 495
Bonfoh Nassirou, n° mle 1257, éch. 3, ind. 495
Assih Abalikah, n° mle 0665, éch. 4, ind. 535
Attivor Koffi, n° mle 1836, éch. 2, ind. 455
Kpatcha Pagam, n° mle 1632, éch. 3, ind. 495
Agbadi Komi, n° mle 1448, éch. 3, ind. 495
Djentre Dika, n° mle 1458, éch. 3, ind. 495
Tiem Yempapou, n° mle 1054, éch. 3, ind. 495
Amouzou Mensah, n° mle 2753, éch. 2, ind. 455
Boyodi Konga, n° mle 0247, éch. 5, ind. 575
Viza Kokou, n° mle 0594, éch. 4, ind. 535
Adewi Tété, n° mle 0066, éch. 5, ind. 575
Alaba Folligan, n° mle 1761, éch. 2, ind. 455
Mollong Plinga, n° mle 1198, éch. 3, ind. 495
Fadeni Pouli, n° mle 1612, éch. 3 ind. 495

Au grade de Caporal :**Les soldats de 1^{re} cl.**

Kpandja Mérigah, n° mle 0712 éch. 4, ind. 420
2° Cl. Beguemsi Kpatcha, n° mle 3016 éch. 1, ind. 320
2° Cl. Kodjo Kossivi, n° mle 2368 éch. 2, ind. 360
1° Cl. Benissan Daté, n° mle 2231 éch. 2, ind. 360
1° Cl. Kpelao Kwasso, n° mle 1293 éch. 3, ind. 395
2° Cl. Loukoutou Yaovi, n° mle 2371 éch. 3, ind. 395
2° Cl. Tchoyou Tchamdè, n° mle 2672 éch. 2, ind. 360
1° Cl. Djabongue Yobaré, n° mle 2120 éch. 2, ind. 360
1° Cl. Pere Sanda, n° mle 2058 éch. 2, ind. 360
1° Cl. Tcheou Tadsar, n° mle 1348 éch. 3, ind. 395
1° Cl. Nabassi Alassani, n° mle 2033 éch. 2, ind. 360
1° Cl. Enyavi Pèrèpè, n° mle 0911 éch. 3, ind. 395
1° Cl. Namandji Sindonasse, n° mle 2146 éch. 2, ind. 360
1° Cl. Gnakossa Komlan, n° mle 1867 éch. 2, ind. 360
1° Cl. Ayaba W. Kokou, n° mle 1505 éch. 3, ind. 395
1° Cl. Aziamgbede Dossah, n° mle 1491 éch. 3, ind. 395
1° Cl. Tchamie Pitchaki, n° mle 0526 éch. 4, ind. 420
1° Cl. Banabesse Binawè, n° mle 0877 éch. 3, ind. 395

A l'emploi de 1^{ère} classe :**Les soldats de 2^e cl.**

Seme Piou, n° mle 1039 éch. 3, ind. 360
Sizing Wiyao, n° mle 1670 éch. 3, ind. 360
Koumado Koffi, n° mle 1142 éch. 3, ind. 360
Badabadi Abalo, n° mle 1591 éch. 3, ind. 360
Akossi Ayaovi, n° mle 1495 éch. 3, ind. 360
Assoti Ayem, n° mle 1832 éch. 2, ind. 350
Nadje Aboudoulaye, n° mle 2736 éch. 2, ind. 350
Ezao Tchaa, n° mle 2514 éch. 2, ind. 350
Tidom Baoubadi, n° mle 2922 éch. 1, ind. 310
Awissoba Essobozou, n° mle 2797 éch. 1, ind. 310
Baka Toï, n° mle 2465 éch. 2, ind. 350
Aladjota Yédina, n° mle 2415 éch. 2, ind. 350

Napo Daré Aboudoulaye n° mle 3321 éch. 1, ind. 310
 Hator Ganiou, n° mle 2824 éch. 1, ind. 310
 Koudouzim Abalo, n° mle 2537 éch. 2, ind. 350
 Akpao Défalé, n° mle 2707 éch. 2, ind. 350
 De Saba Togbé, n° mle 2237 éch. 2, ind. 350
 Loou Menféi, n° mle 2588 éch. 2, ind. 350
 Tchassé Abalo, n° mle 2662 éch. 2, ind. 350
 Koro Toyi, n° mle 3097 éch. 1, ind. 310
 Donoupo Kokou, n° mle 2333 éch. 2, ind. 350

A l'emploi de 1^{ère} classe

Les soldats de 2^e cl.

Sassa Amoda, n° mle 1893 éch. 2, ind. 350
 Kpekpassi Issifou, n° mle 1892 éch. 2, ind. 350
 Messanvi Kodjo, n° mle 2533 éch. 2, ind. 350
 Adossi Koffi, n° mle 2270 éch. 2, ind. 350
 Egnanvi Togbé, n° mle 1830 éch. 2, ind. 350
 Ouro Kwata, n° mle 1653 éch. 2, ind. 350
 Bouyo Mayébou, n° mle 1962 éch. 2, ind. 350
 Warta Hassou, n° mle 1690 éch. 2, ind. 350
 Tchekpi Pikizi, n° mle 2097 éch. 2, ind. 350
 Tagbegah Wédé, n° mle 1898 éch. 2, ind. 350
 Awoute Koffi Sena, n° mle 2859 éch. 1 ind. 310
 Tchakou Toï, n° mle 4075 éch. 1 ind. 310
 Tchalim Aklesso, n° mle 3187 éch. 1, ind. 310
 Kangni Follivi, n° mle 2260 éch. 2 ind. 350
 Malou Assexa, n° mle 1377 éch. 3, ind. 360

Gendarmerie Nationale Togolaise

Au grade d'adjudant-chef :

Les adjudants

Adjallah Dovi, n° mle 172 éch. 3, ind. 1200
 Pindra Akani Loukoumarou n° mle 197 éch. 3, ind. 1200

Au grade d'adjudant :

Les M.D.L.-chefs

Batassi Mawéwé, n° mle 497 (éch. 1, ind. 900 ; passeront
 Yoba Kézié, n° mle 540 (éch. 2 ind. 950 le 1.11.78)

Au grade de maréchal des logis-chefs :

Les gendarmes

Tchissi Tchao, n° mle 539 éch. 2, ind. 750 (éch. 3 ind. 800 le 1.11.78).
 Alognon Agossou, n° mle 157 éch. 4, ind. 850
 Kombate Mapaloukoua, n° mle 457 éch. 3, ind. 800

Au grade de gendarme :

Les gend. adjts. de 1^o cl.

Kougblenou Komi, n° mle 613 éch. 4, ind. 600
 Tchamie Balouki, n° mle 696 éch. 3 ind. 550

Au grade de gendarme-adjoint de 1^{ère} classe :

Les gend. adjts. de 2^o cl.

Gado Djato Djibrila, n° mle 745 éch. 3, ind. 395
 B.Tanama Gnamgba, n° mle 723 éch. 3, ind. 395

Nikabou Kpanté, n° mle 776 éch. 3, ind. 395
 Mama Balinga, n° mle 774 éch. 3, ind. 395
 Koffi Dovi, n° mle 757 éch. 3, ind. 395
 Bozan Kouma n° mle 733 éch. 3, ind. 395
 Komlan Toukoumbou, n° mle 723 éch. 3, ind. 395

Musique principale des forces armées togolaises :

Au grade de sergent-chef musicien :

Le sergent musicien

Tetevi T. Daté, n° mle 025/M éch. 3, ind. 800

Au grade de sergent musicien :

Le caporal musicien

Agli Kwami, n° mle 074/M éch. 3, ind. 550 (éch. 4 ind. 600 le 1.9.78).

Au grade de C/C mus.

Musique principale des forces armées togolaises

Les caporaux musiciens

Kpote Gbati, n° mle 067/M éch. 3, ind. 495
 Amehame K. Komlan n° mle 044/M éch. 4, ind. 535

Au grade de caporal musicien

Les 1^{re} classe musiciens

Aleme Tchalo, n° mle 107/M éch. 3, ind. 395
 Ahoro Namadjé, n° mle 075/M éch. 3, ind. 395

A l'emploi de 1^{re} clas. mus.

Les 2^o classe musiciens

Nassakou Nadjé, n° mle 161/M éch. 1, ind. 310
 Tchamdja Boukari, n° mle 138/M éch. 1 ind. 310

Escadrille nationale togolaise

Au grade d'adjudant :

Le sergent-chef

Hihetah Komlan n° mle 0432 éch. 1, ind. 900

Au grade de sergent

Le caporal-chef

Adjinakou Adam n° mle 1239 éch. 3 ind. 550 passe-
 ra éch. 4 ind. 600 (1-9-78)

Au grade de caporal

Le soldat de 2^o Cl.

Kokou N. Saya, n° mle 2726 éch. 2, ind. 360

A l'emploi de 1^{ère} classe

Le soldat de 2^o cl.

Adegnon Koffi n° mle 2787 éch. 1, ind. 310

MARINE NATIONALE TOGOLAISE

Au grade de maître :

Le second-maître

N'gnama Toï n° mle 0695 éch. 2, ind. 750

Au grade de quartier-maître de 2^o Cl.Les Mat. brevetés de 1^o cl.

- Sossou A. Afanlodé n° mle 1032 éch. 3, ind 395
- 2^o Cl. Abodji Kondi n° mle 3405 éch. 1, ind. 320
- 2^o cl. Bawe Y. Pouwèlabou n° mle 3402 éch. 1, ind. 320
- 2^o cl. Bablu A. Foli n° mle 3286 éch. 1, ind 320.

Arrêté n° 23/PR/MDN du 5-7-78 — A compter du 1^{er} juillet 1978, les officiers dont les noms ci-dessous, en service dans les forces armées togolaises, sont promus aux grades ci-après :

Gendarmerie nationale togolaise**Au grade de lieutenant**

Le sous-lieutenant Ali Bédiabadjaa éch. 3, ind. 1650

Engagement

Décision n° 166/PR/MDN du 5-7-78 — L'élève Akué Kpakpo Ayendé, n° mle 77-01-4605, est engagé dans l'armée nationale togolaise à compter du 1^{er} juillet 1978 et affecté pour ordre à l'escadrille nationale togolaise comme soldat de 2^e classe — P.D.L.

MINISTERE DE L'INTERIEUR**Autorisations spéciales de dépenses**

Arrêté N° 90/INT/SG/DS-DSTCL du 21-7-78 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes de Lomé, Tsévié, Aného, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé et Bassar, exercice 1978 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1977 pour faire face aux dépenses des mois de juin et juillet 1978.

Arrêté N° 92/INT/SG/DSTCL du 21-7-78 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions de Lomé, Aného, Vogan, Tabligo, Tsévié, Kloti, Notsé, Atakpamé, Amlamé Badou, Tchaoudjo, Tchamba, Sotouboua, Bassar, Bafilo, Lama-Kara, Niamtougou, Pagouda, Kantè, Mango, et Dapaou, exercice 1978 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1977 pour faire face aux dépenses des mois de juin et juillet 1978.

**MINISTERE DES FINANCES
ET DE L'ECONOMIE****Autorisations de paiement**

Décision n° 940/MFE/FCS du 4-8-78 — Il est autorisé le paiement au profit de l'office international des épizooties, de la somme de sept cent vingt deux mille (722.000) francs CFA représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte C.E.F. 13452-95 ouvert au crédit industriel et commercial, agence 054 rue Prony, 75017 — Paris, au nom du dit organisme.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 941-MFE-FCS du 4-8-78 — Il est autorisé le paiement au profit de l'institut culturel africain (ICA) de la somme de SEPT MILLIONS SOIXANTE MILLE (7.060.000) FRANCS CFA, représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° « 790 304/M » ouvert auprès de l'union sénégalaise de banque à Dakar (Sénégal).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 942-MFE-FO du 4-8-78 — Est autorisé le paiement de la somme de quatorze millions quatre vingt six mille deux cent deux (14.086.202) francs, représentant la contribution de l'Etat à la trésorerie générale du RPT.

Cette somme sera mandatée par quart chaque trimestre et virée dans le compte n° 012 - Trésor-Lomé.

La dépense est imputable sur le chapitre 45, article 2, paragraphe 6 du budget général gestion 1978.

Décision n° 943-MFE-FO du 4-8-78 — Est autorisé le paiement de la somme de trois millions huit cent soixante quatorze mille quatre (3.874.004) francs, représentant la contribution de l'Etat au secrétariat administratif du RPT pour la gestion 1978.

Cette somme sera mandatée par quart chaque trimestre et virée dans le compte n° 011 - Trésor-Lomé.

La dépense est imputable sur le chapitre 45, article 2, paragraphe 6 du budget général, gestion 1978.

Décision n° 944-MFE-FCS du 4-8-78 — Il est autorisé le paiement au profit de l'union africaine des postes et télécommunications (UAPT), de la somme de huit millions cinq cent cinquante cinq mille trente cinq (8.555.035) francs CFA, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 103.063/63 ouvert auprès de l'union congolaise de banque agence « B » à Brazzaville au nom de l'agent comptable de l'UAPT.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 2.

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX**Nomination**

Arrêté n° 24-MJ-CAB du 20-7-78 — M. Adotevi Kpakpovi, magistrat du 1^{er} grade 1^{er} échelon, vice-président de la cour d'appel, est nommé membre de la commission nationale de

constatation et d'évaluation des terres comprises dans les périmètres d'aménagement, pour en assurer la présidence conformément à l'article 2 du décret n° 78-46 du 17 mai 1978.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Admissions

Arrêté n° 678-MTFP du 18-7-78 — M. Abalo Essodina Yomlenza, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du certificat du lycée technique d'hôtellerie et de tourisme de Strasbourg (France) est, en attendant la parution du statut particulier du personnel du tourisme et de l'hôtellerie, admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du haut commissaire au tourisme (chapitre 6, article 7, paragraphe 4 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 679-MTFP du 18-7-78 — M. Akaya Abalo, diplômé de l'institut supérieur Agricole du Kouban (URSS) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur agronome de 2^e classe, 2^e échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 680-MTFP du 18-7-78 — Mme Johnson Wendyam, née Pitroipa, titulaire de la licence en droit de l'université de Paris-Sud et du diplôme de l'école nationale des services du trésor de Paris (France), est admise dans le corps des fonctionnaires du trésor en qualité d'inspectrice centrale de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300) et mise à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 4 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 681-MTFP du 18-7-78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 331-MTFP du 4 avril 1978 portant nomination.

Mme Tangaou Essodina, née Tchamdja, titulaire du diplôme de l'institut international d'administration publique (IIAP) de Paris et du diplôme d'Etat d'assistant de service social de Paris, est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil 1^{er} échelon (catégorie A1 — indice 1300) et affectée à la direction générale du travail, de la main-d'œuvre et de la sécurité sociale (chapitre 16, article 10, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 8 mois 23 jours lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis au groupe hospitalier Cochin de Paris (France) du 21 décembre 1976 au 26 janvier 1978 inclus, en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 682-MTFP du 18-7-78 — Les candidats ci-après désignés sont admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale dans les conditions suivantes et mis à la disposition du haut commissaire au tourisme (chapitre 6, article 7, paragraphe 4 du budget général) :

Secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B-indice 750)

Sorsy Kossi Amédomé Séményoh, diplômé de l'institut d'études internationales et des pays en voie de développement de l'université des sciences sociales de Toulouse (France) section : « Tourisme International » et « Information et Relations Internationales ».

Secrétaire d'administration de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie B-indice 850)

Zogli Kodjo, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du brevet de technicien de l'hôtellerie du lycée technique d'hôtellerie et du tourisme de Strasbourg (France).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 683-MTFP du 18-7-78 — M. Logan Ségla, admis au concours de recrutement des instituteurs-adjoints stagiaires (session du 26 août 1977), est nommé dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 684-MTFP du 18-7-78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 553-MJFPT du 4 mai 1976 portant nomination d'instituteur-adjoint en ce qui concerne M. Katako Dogmsa.

M. Katako Dogmsa, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP session de 1974), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 7 du budget général) pour compter du 4 mai 1976.

L'intéressé est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 4 mai 1978.

Arrêté n° 685-MTFP du 18-7-78 — M. Agbate Kokou (Thomas), chef d'équipe permanent de 6^e catégorie hors échelle, titulaire du certificat du centre d'apprentissage agricole de Tové et qui a suivi avec succès un stage de formation professionnelle en République de Chine, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'adjoint technique de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C-indice 550) pour compter du 4 août 1970.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 4.8.70 adjoint technique de 2^e classe 1^{er} échelon
- 4.8.72 adjoint technique de 2^e classe 2^e échelon
- 4.8.74 adjoint technique de 2^e classe 3^e échelon
- 4.8.76 adjoint technique de 2^e classe 4^e échelon.

L'intéressé conserve son affectation actuelle (chapitre 20, article 5 du budget général).

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 686-MTFP du 18-7-78 — M. Seshie Kossi Mensah, titulaire du teacher's certificate « A » est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B, — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 687-MTEP du 18-7-78 — M. Noukafou Blewoussi, titulaire du général certificat of education (advanced level), du teacher's certificate « A » et du specialist certificate de l'école normale supérieure de winneba (Ghana), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 706-MTFP du 19-7-78 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne MM. Adokanu Yawo Sési, l'arrêté n° 1005-MJFPT du 18 octobre 1976, Kondo Koffi Edoh, l'arrêté n° 1040-MJFPT du 27 octobre 1976 et Amouzou Komi Délaï, l'arrêté n° 1081-MJFPT du 4 novembre 1976 portant nomination des instituteurs-adjoints stagiaires.

Arrêté n° 707-MTFP du 19-7-78 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne MM. Labo Gado Touré, Assia Montété Assimbé et Kpéto Tchoméouté, l'arrêté, n° 400-MTFP du 2 mai 1978 portant nomination des instituteurs-adjoints stagiaires.

Arrêté n° 708-MTFP du 19-7-78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 820/MJFPT du 30 août 1977 portant nomination de M. DEVO Vilévo Biava.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} octobre 1977.

Arrêté n° 728-MTFP du 24-7-78 — Les candidats ci-après désignés, admis au concours direct ouvert par arrêté n° 600/MJFP/T du 23 juin 1977, sont nommés dans le corps des fonctionnaires des douanes en qualité de préposés de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie D-indice 270) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 10 du budget général) :

Kabiya Mazilé
Lamboni Tienkoi
Tchonda Kouloum-Badawanim
Baba Dadja Mayba-Tom.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 729-MTFP du 24-7-78 — M. Tetihewa Abalo, admis au concours direct de recrutement des instituteurs-adjoints stagiaires (session du 26 août 1977), est nommé dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 730-MTFP du 24-7-78 — M. Panou Koffi Lolo, titulaire du diplôme d'études supérieures de tourisme et des loisirs de l'institut scientifique néerlandais de tourisme et des loisirs de Breda (Pays-Bas) est, en attendant la parution du statut particulier du personnel du tourisme et de l'hôtellerie, admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A-2 — indice 1100) et mis à la disposition du haut commissaire au tourisme (chapitre 6, article 7, paragraphe 3 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 733-MTFP du 24-7-78 — M. Soulé Komi, titulaire de la licence en droit (mention droit public) de l'université de Lille II (France), est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération (chapitre 12, article 13 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 734-MTFP du 24-7-78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 416-MTFP du 3 mai 1978 portant nomination.

M. Attiglah Mamavi Siva, titulaire du diplôme d'ingénieur en sciences économiques de la faculté de commerce de l'école des hautes études économiques de Prague (République Socialiste Tchécoslovaque) est, en attendant la parution du statut particulier des ingénieurs commerciaux, admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil 2^e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 4 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 735-MTFP du 24-7-78 — M. Babakodofoumedji Sabi Kossi, employé de bureau permanent de 5^e catégorie échelon D, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) et reste mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 8 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 736-MTFP du 24-7-78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 2-MFP du 3 janvier 1975 portant nomination.

M. Avochinou Kokouvi (Jules), titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et du diplôme du centre d'apprentissage agricole de Tové, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'adjoint technique d'agriculture de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'aménagement rural (chapitre 20, article 8, paragraphe 1 du budget général) pour compter du 3 septembre 1974.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

3.9.75 — adjoint technique de 2^e classe 2^e échelon (A.C. 1 an)

3.9.76 — adjoint technique de 2^e classe 3^e échelon.

Arrêté n° 737-MTFP du 24-7-78 — M. d'Almeida Ayité, diplômé de l'école supérieure des techniques économiques et de gestion (Option gestion) de l'université du Bénin, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 4 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 738-MTFP du 24-7-78 — M. Akakpovi Kangnivi (Michel), agent permanent de 6^e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP ajusteur) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'agent de maîtrise adjoint 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 9, paragraphe 1 du budget général).

M. Akakpovi dont la rémunération serait supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation conservera à titre personnel, le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 688-MTFP du 18-7-78 — M. Gbati Djani Lenta-me Kôkou, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 550) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 689-MTFP du 18-7-78 — M. Bassoti Nime, moniteur de 3^e classe 3^e échelon (indice 350) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP session 1975), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) pour compter du 1^{er} janvier 1976 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

M. Bassoti est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} janvier 1978.

Arrêté n° 691-MTFP du 18-7-78 — M. Aziawor Kossi Agbéko, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon, titulaire du certificat d'aptitude pédagogique (CAP — CEG) de l'Université de Cape Coast (République du Ghana), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de professeur des collèges d'enseignement général de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie A2 — indice 1100) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 692-MTFP du 18-7-78 — M. Gnama Kpatcha (Honoré), ingénieur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon (indice 1050) du corps des fonctionnaires de l'agriculture, titulaire du certificat d'agriculture tropicale du centre national d'études d'agronomie tropicale de Nogent-Sur-Marne (France), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'ingénieur des travaux agricoles de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A2 — indice 1200) et reste mis à la disposition du ministre du développement rural (budget autonome de la SONAPH).

Le présent arrêté a effet pour compter du 20 août 1977.

Arrêté n° 693-MTFP du 18-7-78 — M. Kitissou Labité Adzréké (Marcel), professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la maîtrise de lettres modernes, du diplôme d'études approfondies et du doctorat de 3^e cycle (spécialité histoire) de l'université de Bordeaux (France), est, en attendant la parution du statut particulier des fonctionnaires de l'enseignement supérieur, maintenu dans son corps d'origine en qualité de professeur de 3^e classe 2^e échelon (catégorie A1 — indice 1450) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique pour compter du 4 mars 1978 (chapitre 46 article 16 du budget général).

Une bonification de 500 points d'indice est accordée à M. Kitissou pour compter du 25 mai 1978, en application des dispositions du décret n° 73-163 du 18 septembre 1973.

Arrêté n° 694-MTFP du 18-7-78 — Mme Kossi Afiwa (Christine), née Adodo, préposé de 2^e classe 3^e échelon (indice 350) du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), est intégrée dans la hiérarchie supérieure en qualité d'agent d'exploitation de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) pour compter du 17 avril 1972 et conserve son affectation actuelle (chapitre 26, article 10 du budget général).

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

- 17-4-72 agent d'exploitation de 2^e classe 1^{er} échelon
- 17-4-74 agent d'exploitation de 2^e classe 2^e échelon
- 17-4-76 agent d'exploitation de 2^e classe 3^e échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 726-MTFP du 24-7-78 — M. Agbonon Foli (Hyppolite), infirmier d'Etat de 2^e classe 4^e échelon (indice 700) du corps du personnel médical et technique de la santé publique, titulaire du diplôme d'auxiliaire dentaire de l'institut d'odontologie et de stomatologie de la faculté de médecine et de pharmacie de Dakar (Sénégal), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'agent technique de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) et reste mis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine chapitre 22, article 5 du budget général) pour compter du 1^{er} novembre 1977.

Arrêté n° 727-MTFP du 24-7-78 — M. Adjiwanou Amou (Robert), infirmier d'Etat de 1^{ère} classe 3^e échelon (indice 850) du corps du personnel médical et technique de la santé publique, titulaire du diplôme d'auxiliaire dentaire de l'institut d'odontologie et de stomatologie de la faculté de médecine et de pharmacie de Dakar (Sénégal), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'agent technique de 2^e classe 2^e échelon (catégorie B — indice 850) et reste mis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine chapitre 22, article 5 du budget général) pour compter du 1^{er} novembre 1977 A.C. 1a 11m.

M. Adjiwanou est élevé au 3^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} décembre 1977 — A.C. néant.

Arrêté n° 739-MTFP du 24-7-78 — M. Issaka Abdou Raouf, attaché d'administration principal 3^e échelon (indice 2000) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire de la licence d'enseignement anglais, de l'université de Lille III (France), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'administrateur civil principal 2^e échelon (catégorie A1 — indice 2050) pour compter du 20 octobre 1977 — A.C. 9 mois 19 jours).

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 740-MTFP du 24-7-78 — Les infirmiers d'Etat ci-dessous désignés appartenant au corps du personnel médical et technique de la santé publique, titulaires respectivement du diplôme du centre d'enseignement supérieur en soins infirmiers de Dakar (République du Sénégal) et de Yaoundé (République Unie du Cameroun), sont intégrés comme suit dans la hiérarchie supérieure et restent mis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine chapitre 22, article 5 du budget général) :

Nom et prénoms	ancienne situation (cat. C)	nouvelle situation (cat. B)	Date d'effet	A. C.
N'Djalawe Bakaoul (Emmanuel)	inf. d'Etat de 2 ^e cl. 4 ^e éch. (indice 700)	agent technique de 2 ^e cl. 1 ^{er} éch. (indice 750)	3-6-77	néant
Alassani Tchédre	inf. d'Etat de 1 ^{ère} cl. 1 ^{er} éch. (indice 750)	agent technique de 2 ^e cl. 1 ^{er} éch. (indice 750)	1-8-77	10 m

Nominations

Arrêté n° 711-MTFP du 21-7-78 — M. Ekon Amavi, attaché d'administration de 2^e classe 2^e échelon est nommé inspecteur du travail et des lois sociales.

L'intéressé prêtera serment conformément aux dispositions de l'article 148, paragraphe 2 du code du travail.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de la signature.

Arrêté n° 712-MTFP du 21-7-78 — M. Tchabebo Aboko Singhal, employé de bureau hors catégorie, en fonction au service de la main-d'œuvre et d'emploi à Lomé est nommé chef du bureau local de la main-d'œuvre et d'emploi de Tabligbo, en remplacement de M. Agbovi Kodzo Boto Ablometi.

M. Tchadre Kondi, employé de bureau 6^e catégorie échelle B, en service à l'inspection du travail et des lois sociales à Lomé, est nommé chef du bureau local de la main-d'œuvre de Kpalimé, en remplacement de M. Dorcis Kuassi.

M. Akouete Kouassi Edzi, employé de bureau 6^e catégorie échelle B, en service à l'inspection régionale du travail et des lois sociales à Dapaon, est nommé chef du bureau de la section locale de la main-d'œuvre de Mango.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de la signature.

Arrêté n° 713-MTFP du 21-7-78 — M. Koffi Amavi, administrateur civil, inspecteur du travail et des lois sociales, précédemment en service à l'inspection du travail et des lois sociales de la région maritime, est nommé chef de service de l'inspection du travail et des lois sociales de la région de la Kara à Lama-Kara, en remplacement de M. Aharh Kota.

Le traitement et l'indemnité de fonction (liste B du décret n° 68-137 du 3 juillet 1968) de M. Koffi Amavi sont imputables au chapitre 16, article 10, paragraphe 5.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de la signature.

Titularisations

Arrêté n° 677-MTFP du 17-7-78 — M. Natchaba Fambaré Ouattara, professeur de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 25 octobre 1977 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 714-MTFP du 21-7-78 — Les maîtres d'éducation physique et sportive stagiaires ci-dessous désignés du corps des fonctionnaires de l'enseignement, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} septembre 1976 et conserve chacun une ancienneté d'un an :

Gomina Lantame, maître d'E.P.S. de 3^e classe 2^e échelon
Issifou Fousséni, maître d'E.P.S. de 3^e classe 2^e échelon

Ahoyé-Aquereburu Koffi, maître d'E.P.S. de 3^e classe 2^e échelon.

Bonfoh Bassabi Issifou, maître d'E.P.S. de 3^e classe 1^{er} échelon

Sedikou Gado, maître d'E.P.S. de 3^e classe 1^{er} échelon

Paniah Kokou, maître d'E.P.S. de 3^e classe 1^{er} échelon.

Arrêté n° 715-MTFP du 21-7-78 — Les ingénieurs adjoints d'agriculture de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires ci-dessous désignés du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

2.9.75 — Nuame Kossivi Cami (Sylvanus)

2.9.75 — Alassani wahabou

4.8.76 — Atiégo-Noglo Kwami Wozuagbo.

Arrêté n° 716-MTFP du 21-7-78 — M. Balli Kwama Sa'mba (Martin), contrôleur technique de 2^e classe 2^e échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de la radiodiffusion, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 29 octobre 1975 et conserve une ancienneté d'un an.

Incarcération

Décision n° 1741-MTFP du 24-7-78 — Est et demeure rapportée la décision n° 733-MTFP du 4 avril 1978 portant incarcération de M. Amedegnato Gnindawou (Lucien), professeur de 3^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement.

La présente décision a effet pour compter du 7 juin 1978.

Révocation

Arrêté n° 698-MTFP du 19-7-78 — M. Kozon Abalo, gardien de la paix de 1^{er} échelon, en service à Lomé, est révoqué de ses fonctions pour compter du 10 juillet 1978.

Démissions

Arrêté n° 699-MTFP du 19-7-78 — Est acceptée pour compter du 29 mai 1978, la démission de son emploi offerte par M. Ayivi Kangni Kodjo Délavi, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la direction générale du plan et du développement.

Arrêté n° 718-MTFP du 24-7-78 — Est acceptée pour compter du 1^{er} août 1978, la démission de son emploi offerte par M. Danklou Houélonou (Didier), attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service au centre de santé de Vogon.

Retraite

Arrêté n° 704-MTFP du 19-7-78 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés du corps du personnel médical et technique de la santé publique, en service au centre de santé de Lomé, sont admis sur leurs demandes à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1979, en application des dispositions de l'article 4 (nouveau) 4^e et 5^e alinéas de l'ordonnance n° 68-12 du 1^{er} avril 1968.

Ajavon Ayoko (Patricia), sage-femme principale CE
d'Almeida Nénévi Adjoa Cica (Eugénie), sage-femme principale CE

Noussoukpoe Noussiratou Mawuko (Priscillia), sage-femme principale CE.

Arrêté n° 705-MTFP du 19-7-78 — Mme Coquerel Mawuena (Emma), institutrice-adjointe de 2^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école primaire publique de Bè-Gare à Lomé, est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1979, avec jouissance immédiate, en application des dispositions de l'article 5 — 3^e de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et de l'article 16-II (dernier alinéa) de la même loi.

Arrêté n° 719-MTFP du 24-7-78 — M. Djeri Gbati (Georges), instituteur-adjoint de 1^{ère} classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école primaire publique de Tchawanda, qui a atteint la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} octobre 1978.

Arrêté n° 720-MTFP du 24-7-78 — M. Toulassi Messan Anani (Simon), brigadier-chef de classe exceptionnelle du corps des fonctionnaires des douanes, en service à Lomé, qui a atteint la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté N° 41-MEN-RS du 3-8-78 portant transformation d'établissements.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975 portant réforme de l'enseignement au Togo ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Sur le rapport du directeur de l'enseignement du troisième degré,

A R R E T E :

Article premier — Les collèges publics d'enseignement général d'Aklakou, de Badou, de Gbégédjikopé et de Mango sont transformés en lycées d'enseignement général à compter de la rentrée scolaire 1978-1979.

Ces établissements fonctionneront suivant les textes régissant les établissements du troisième degré.

Le directeur général de la planification de l'éducation et le directeur de l'enseignement du troisième degré sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

Lomé, le 3 août 1978

Boumbéra Alassounouma

MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

Autorisations de virement

Décision n° 106-MPDIRA-DGPD-SFCEP du 31-7-78 — Est autorisé le virement en faveur du projet PNUD-TOGO-74-001-B-01-12 (aménagement du Nord-Togo : Arlo tranche « La Kara », à son compte ouvert à la BTCI Lomé sous le n° 22-013-61, de la somme de Quarante cinq millions (45.000.000) de francs CFA représentant la deuxième tranche de la contribution togolaise pour l'année 1978.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1978, titre III, chapitre 7, article 3, paragraphe 1, rubrique a (cf n° 98-78 du 17 juillet 1978).

Décision n° 107-MPDIRA-DGPD-SFCEP du 31-7-78 — Est autorisé le virement en faveur de la société immobilière togolaise (SITO) Lomé, à son compte ouvert à la banque togolaise de développement (BTD) Lomé sous le n° 402-10-002, de la somme de quatre vingt cinq millions (85.000.000) de francs CFA représentant la première tranche de la participation de l'Etat togolais à l'augmentation du capital social.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1976, titre II, chapitre 8, article 2, paragraphe 1; rubrique a (cf n° 84-78 du 6 juillet 1978).

Décision n° 108-MPDIRA-DGPD-SFCEP du 31-7-78 — Est autorisé le virement au profit de la communauté électrique du Bénin, à son compte n° 60.291 ouvert à l'union togolaise de banque (U.T.B.) Lomé, de la somme de neuf millions (9.000.000) de francs CFA représentant la contribution togolaise au budget de la commission du fleuve Mono.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1977, titre IV, chapitre 4, article 3, paragraphe 1; rubrique a (cf n° 85-78 du 6 juillet 1978).

Décision n° 109-MPDIRA-DGPD-SFCEP du 31-7-78 — Est autorisé le virement en faveur de Maître Amorin, notaire à son compte n° 1356-49 ouvert à la banque togolaise pour le

commerce et l'industrie (BTCI) Lomé, de la somme de cinquante millions (50.000.000) de francs CFA représentant le versement de la première tranche de la participation togolaise au capital social de la société Richard OTA pour la mise en valeur de 10.000 ha de terre dans le bassin du Mono.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1977, titre IV, chapitre 4, article 3, paragraphe 1, rubrique a (cf n° 86-78 du 6 juillet 1978).

Décision n° 113-MPDIRA-DGPD-SFCEP du 7-8-78 — Est autorisé le virement en faveur de la firme engineering products à son compte ouvert à l'union togolaise de banque (UTB) Lomé sous le n° 22.587, de la somme de quatre millions (4.000.000) de francs CFA représentant le virement de la première tranche des frais d'études d'une usine de fabrication de bouteilles de gaz propane butane.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1977, titre IV, chapitre 4, article 3, paragraphe 1, rubrique a (cf n° 148-78 du 4-8-78).

MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE

ARRETE N° 48/MJSC/DJASE du 8 août 1978 portant restructuration et attributions de la direction de la jeunesse et des activités socio-éducatives.

LE MINISTRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS
ET DE LA CULTURE,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret n° 72-159 du 7 juillet 1972 portant création des directions des services du ministère de la jeunesse, des sports et de la culture ;

Vu les nécessités du service,

A R R E T E :

Article premier — La direction de la jeunesse et des activités socio-éducatives est chargée des missions suivantes :

- 1) l'organisation, l'animation et l'épanouissement de la jeunesse conformément aux programmes de développement économique, social et culturel de la nation togolaise ;
- 2) l'animation socio-éducative, la mobilisation et la prise de conscience de la jeunesse ;
- 3) l'élaboration et l'exécution des programmes en faveur de la jeunesse ;
- 4) l'éducation populaire, civique et politique de la jeunesse ;
- 5) la vulgarisation des activités de vacances ;
- 6) la formation professionnelle et le recyclage du personnel ;
- 7) la planification, la réalisation et le contrôle des infrastructures et équipements socio éducatifs ;
- 8) la promotion, la coordination, le contrôle et la supervision des activités de jeunesse et de l'éducation populaire.

Art. 2. — La direction de la jeunesse et des activités socio-éducatives est dirigée par un directeur général assisté d'un adjoint qui le remplace en cas d'absence.

Art. 3. — La direction de la jeunesse et des activités socio-éducatives comprend les divisions suivantes :

- 1) Division des affaires administratives et des financières.
- 2) Division de la formation et de l'équipement.
- 3) Division de l'animation et des manifestations populaires.
- 4) Division des loisirs et des activités de vacances.

Art. 4. Les chefs de divisions appliquent la politique sous la responsabilité du directeur de la jeunesse et des activités socio-éducatives.

Attributions des divisions

Art. 5. — La division des affaires administratives et financières comprend les sections suivantes :

- Secrétariat
- Comptabilité et budget
- Matériel

Art. 6. — Le secrétariat est chargé des missions suivantes :

- Réception
- Dépouillement
- Traitement et ventilation du courrier
- Classement des dossiers
- Reproduction de document
- Archives et documentation.

La section de la comptabilité et du budget est chargée des missions suivantes :

- Préparation et exécution du budget
- Gestion des crédits
- Relation avec les services financiers et comptables.

La section du matériel est chargée de la gestion, de l'inventaire et du contrôle du matériel courant.

Art. 7. — La division de la formation et de l'équipement est chargée :

- de la formation et du recyclage des guides, de séjour des encadreurs de centres de vacances et de chantiers de jeunes
- des examens et concours professionnels ;
- de la planification de la formation permanente du recyclage du personnel ;
- de la gestion et de la rationalisation des équipements socio-éducatifs ;
- de l'équipement, de la gestion et du contrôle des centres de jeunesse, des maisons de jeunes et de la culture etc...
- de la programmation et de la planification des activités de jeunesse ;
- des enquêtes et recherches en matière de jeunesse ;
- de la planification des infrastructures socio-éducative.

Art. 8. — La division de l'animation et des manifestations populaires est chargée :

— de la dynamisation, de la coordination, de la réglementation et du contrôle des activités d'éducation populaire ;

— de susciter et d'encourager l'éducation permanente de la jeunesse ;

— de l'étude, de la réalisation et de l'encadrement des manifestations populaires ;

— de l'éducation civique et politique de la jeunesse ;

— de la publicité en liaison avec la presse, la radio et la télévision ;

— des relations et de la coordination avec les autres départements œuvrant en faveur de la jeunesse.

Art. 9. — La division des loisirs et des activités de vacances est chargée :

— de l'organisation, du contrôle et de la réglementation des camps, centres de vacances et centres aérés ;

— de la programmation, de l'organisation et du contrôle des chantiers de jeunes ;

— de l'étude et de l'organisation des circuits touristiques, découverte et connaissance du pays en faveur des jeunes ;

— de la réglementation et du contrôle des activités de loisir.

Art. 10. — D'autres divisions ou sections pourront être créées en cas de besoin.

Art. 11. — Le présent arrêté sera publié au **Journal officiel** de la République.

Lomé, le 8 août 1978

K. A. Voulé-Frititi

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Nominations

Arrêté n° 6-MDR du 21-7-78 — M. Kankarti Nankodja Saada, ingénieur du génie de 1^{re} classe 2^e échelon, est nommé directeur du département des études et infrastructures de base (Direction Générale de l'Animation Rurale et de l'Action Coopérative).

M. Kambia Essobéhéyi, ingénieur d'agriculture de 2^e classe 3^e échelon, cumulativement à ses fonctions de directeur général de l'office régional de production et de promotion des cultures vivrières (ORPV) de la région des savanes, est nommé directeur régional de l'animation rurale et de l'action coopérative de la région des savanes.

M. Dogbé Kokou, ingénieur d'agriculture de 1^{re} classe 3^e échelon, cumulativement à ses fonctions de directeur général de l'office régional de production et de promotion des cultures vivrières (ORPV) de la région de la Kara, est nommé directeur régional de l'animation rurale et de l'action coopérative de la région de la Kara.

M. Koffi Opakou Kwakou, ingénieur d'agriculture de 1^{re} classe 2^e échelon, est nommé directeur régional de l'animation rurale et de l'action coopérative de la région centrale.

M. Agbegninou Kodjo, ingénieur d'agriculture de 2^e classe 4^e échelon, cumulativement à ses fonctions de directeur général de l'office régional de production et de promotion des cultures vivrières (ORPV) de la région des plateaux, est nommé directeur régional de l'animation rurale et de l'action coopérative de la région des plateaux.

M. Chilloh Kpakpovi, ingénieur d'agriculture (A2) principal de classe exceptionnelle, cumulativement à ses fonctions de directeur du projet de développement rural de la région maritime (PRODERMA), est nommé directeur régional de l'animation rurale et de l'action coopérative de la région maritime.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 163-MDR du 24-7-78 — M. Sobah K. Awabè, ingénieur d'agriculture de 1^{re} classe 2^e échelon est nommé directeur du projet de développement des cultures vivrières de Dayes et Notsé.

Ses émoluments demeurent imputables sur le chapitre 20, article 5 du budget général.

Conformément à la section 4.01 de l'accord n° 1-D-1/FE/AID M. Sobah est désigné pour agir en qualité de représentant du gouvernement pour l'ensemble des opérations de décaissement et d'utilisation des prêts affectés au projet et suivant les modalités prescrites à cet effet.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

DIVERS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Secrétaires de chefs de canton

Décision n° 73-INT-SG-APA-AP du 25/7/78 — M. Laré Larba est nommé secrétaire du chef de canton de Doukpergou (circonscription administrative de Dapaong), en remplacement de M. Nangaleme Baryame, démissionnaire.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 32.000 F (trente-deux mille francs) imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

Décision n° 74-INT-SG-APA-AP du 25/7/78 — Est et demeure rapportée la décision n° 33/INT-APA du 26 mars 1974 portant nomination de M. Couami Comna en qualité de secrétaire du chef supérieur des Tchocossi (circonscription administrative de Mango).

M. Awanou Aboudoulaye est nommé secrétaire du chef supérieur de Mango, en remplacement de M. Couami Comna.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 96.000 francs (quatre vingt seize mille francs) imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

Décision n° 75-INT-SG-APA-AP du 25/7/78 — Est et demeure rapportée la décision n° 63/INT-SG-APA-AP du 12 mai 1977 portant nomination de M. Sama Kouya Batchadou en qualité de secrétaire du chef de canton de Landa-Pozenda (circonscription administrative de Lama-Kara).

M. Balaye Tchâa est nommé secrétaire du chef de canton de Landa-Pozenda, en remplacement de M. Sama Kouya Batchadou, démissionnaire.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 48.000 F (quarante huit mille francs) imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

Décision n° 76-INT-SG-APA-AP du 25/7/78 — Est et demeure rapportée la décision n° 49/INT-SG-APA-AP du 14 avril 1975 portant nomination de M. Bayadeou Kouboula en qualité de secrétaire du chef de canton de Tchébébé (circonscription administrative de Sotouboua).

M. Beribamana Kpalanté est nommé secrétaire du chef de canton de Tchébébé, en remplacement de M. Bayadeou Kouboula, démissionnaire.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 56.000 F (cinquante-six mille francs) imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

Décision n° 77-INT-SG-APA-AP du 25/7/78 — Est et demeure rapportée la décision n° 29/INT-SG-APA-AP du 16 février 1976 portant nomination de Mlle Kpeglo Abra en qualité de secrétaire du chef de canton de Kévé.

Mlle Tengue Akua Elom est nommée secrétaire du chef de canton de Kévé, en remplacement de Mlle Kpeglo Abra, démissionnaire.

L'intéressée percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 48.000 (quarante-huit mille) francs

imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

Agents d'état-civil

Arrêté n° 95-INT-SG-APA-AA du 25/7/78 — M. Agbodran Kossi Agoboe est nommé agent d'état civil chargé du centre de Gadjagan pour compter du 1^{er} juin 1978, en remplacement de M. Peter Yawo (Laurence), décédé.

L'intéressé percevra en cette qualité une indemnité payable conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 62-89 du 2 juillet 1962 et de l'arrêté n° 49/INT-MFEP du 5 juillet 1963 et imputable au budget général, exercice 1978, chapitre 14, article 6, paragraphe 3.

Le chef de la circonscription administrative de Kloto est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n° 96-INT-SG-APA-AA du 25/7/78 — M. Ako Dong est nommé agent d'état-civil chargé du centre de Yadé pour compter du 1^{er} juin 1978, en remplacement de M. Edjantole (Jérôme), démissionnaire.

L'intéressé percevra en cette qualité une indemnité payable conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 62-89 du 2 juillet 1962 et de l'arrêté n° 49/INT-MFEP du 5 juillet 1963 et imputable au budget général, exercice 1978, chapitre 14, article 6, paragraphe 3.

Le chef de la circonscription administratif de Lama-Kara est chargé de l'exécution du présent arrêté.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 292-MFE-CR du 25-7-78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 51%) au montant annuel de trois cent quatre vingt dix neuf mille neuf cent cinquante six (399.956) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bagalabe Douti, adjudant-chef 3^e échelon du corps du personnel des gardiens de circonscription du Togo (indice 1200) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 28 avril 1977.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bagalabe Douti pour compter du 6 janvier 1978, une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Amavi, née le 1^{er} juin 1957
 Kondjiti, née le 13 décembre 1959
 Afiwa, née le 5 janvier 1962.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à trente neuf mille neuf cent quatre vingt seize (39.996) francs pour compter du 6 janvier 1978.

M. Bagalabe Douti pourra prétendre pour compter du 28 avril 1977 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Palouma, né le 19 juillet 1968
 Nanyapte, né le 18 août 1969
 Yédoumba, née le 17 janvier 1971
 Nimongue, né le 28 avril 1971
 Damipi, né le 22 mars 1975
 Midrih, né le 12 septembre 1975.

Arrêté n° 293-MFE-CR du 25-7-78 — Une pension proportionnelle (pourcentage 44%) au montant annuel de cinq cent quarante six mille trois cent quarante quatre (546.344) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. de Medeiros Lewovi Ayao (Léopold), ingénieur des travaux en chef 2^e échelon du corps du personnel de la radiodiffusion du Togo (indice 1900) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1978.

M. de Medeiros Lewovi Ayao (Léopold) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Nénévi, né le 22 octobre 1970
 Ayao, né le 1^{er} avril 1971
 Abia, née le 15 mai 1973
 Kokouvi, né le 30 avril 1975.

Arrêté n° 295/MFE/CR du 26-7-78 — Une pension proportionnelle (pourcentage 41%) au montant annuel de cent trente trois mille neuf cent soixante douze (133.972) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kougbadji Bolou, gardien de circonscription de 1^{re} classe 6^e échelon du corps du personnel des gardiens de circonscription du Togo (indice 500) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1978.

M. Kougbadji Bolou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2^e au 15^e rang) ci-après désignés :

Kossi, né le 25 février 1958
 Koffi, né le 17 juillet 1959
 Akossiwa, née le 21 août 1960
 Ayawa, née le 5 janvier 1961
 Koami, né le 5 février 1962

Ayawavi, née le 8 juillet 1965
 Papagné, né le 14 mai 1966
 Fogné, né le 27 décembre 1966
 Togbé, né le 29 juin 1967
 Akouwa, née le 21 août 1968
 Amah, né le 17 janvier 1970
 Ayao, né le 13 juillet 1972
 Abia, née le 10 juin 1975
 Ablavi, née le 21 mars 1978.

Arrêté n° 296/MFE/CR du 26-7-78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de cinq cent sept mille sept cent quatre vingt huit (507.788) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ako (Damien), dessinateur-projecteur principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des travaux publics (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ako (Damien) pour compter du 1^{er} avril 1978, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Vignon, né le 14 décembre 1947
 Ghénou, né le 29 avril 1950
 Noelly, née le 31 décembre 1953
 Irma, née le 8 février 1957
 Nounagnon, né le 7 septembre 1958
 Eveline, née le 4 juillet 1959.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent vingt six mille neuf cent quarante huit (126.948) francs pour compter du 1^{er} avril 1978.

M. Ako (Damien) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 16^e rang) ci-après désignés :

Virginie, née le 24 août 1959
 Mawusi, né le 25 mai 1961
 Antoine, né le 27 octobre 1961
 Guy, né le 21 janvier 1964
 Sylvie-Flaure, née le 19 juin 1964
 Amélie, née le 5 janvier 1966
 Kpognihoué, né en 1966
 Erick, né le 18 novembre 1968
 Saturnin, né le 29 novembre 1969
 Délali, né en 1971.

Arrêté n° 297/MFE/CR du 26-7-78 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 36%) au montant annuel de cent cinq mille huit cent soixante douze (105.872) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mississo Koku Agbétoglo, gendarme-adjoint de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 459 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 450) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1977.

M. Mississo Koku Agbétoglo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1977 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Atsufo, née le 6 février 1958
Essivi, née le 8 janvier 1961
Dodzi, né le 15 janvier 1964
Afua, née le 1^{er} octobre 1965
Adzowa, née le 21 septembre 1970
Koku, né le 23 juin 1976.

Arrêté n° 298/MFE/CR du 26-7-78 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 46%) au montant annuel de cent vingt six mille deux cent soixante (126.260) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kpessou Ekpé Amakué, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 12027 du corps du personnel du 1^{er} régiment inter-armes togolais (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} décembre 1977.

M. Kpessou Ekpé Amakué pourra prétendre, pour compter du 1^{er} décembre 1977 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Amatré, née le 25 février 1966
Maté, né le 5 août 1968
Amaté, née le 1^{er} août 1969
Amah, né le 5 mai 1973
Kangni, né le 30 décembre 1974.

Arrêté n° 299-MFE-CR du 26-7-78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 70%) au montant annuel de quatre cent trente quatre mille cinq cent quatre vingt douze (434.592) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ayawo Aguidi (Jean), infirmier principal 2^e échelon du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 950) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ayawo Aguidi (Jean) pour compter du 1^{er} janvier 1978, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Afefa, né le 1^{er} mai 1947
Afiwa, née le 11 mai 1951
Selassi, né le 8 avril 1954
Komlan, né le 20 juillet 1954
Mensah, né le 18 juillet 1957
Abla, née le 1^{er} juillet 1958.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent huit mille six cent quarante huit (108.648) francs pour compter du 1^{er} janvier 1978.

M. Ayawo Aguidi (Jean) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 17^e rang) ci-après désignés :

Yawokuma, né le 7 août 1958
Koffi, né le 8 novembre 1963
Kossi, né le 8 novembre 1964
Sessimé, né le 11 avril 1965
Koffi, né le 6 août 1965
Odati, né le 23 avril 1968
Amivi, née le 27 juillet 1968
Ayaovi, né le 12 mars 1969
Abla, née le 11 décembre 1973
Koudjo, né le 25 février 1974
Abrayo, née le 22 octobre 1975.

Arrêté n° 301-MFE-CR du 26-7-78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de trois cent vingt quatre mille seize (324.016) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Namoro Komotaney (Georges), commis d'administration principal de CE du corps du personnel de l'administration générale (indice 670) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juin 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Namoro Komotaney (Georges) pour compter du 1^{er} juin 1978, une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Nanoumga, née le 2 juillet 1947
Tieba, née le 2 mai 1954
Dangana, née le 21 septembre 1958
Fambaré, né le 1^{er} juillet 1960.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante huit mille six cent quatre (48.604) francs.

M. Namoro Komotaney pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juin 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Nassatou, née le 21 août 1962
Kankandji, née le 18 août 1964
Tata, née le 4 mars 1967
Atohin, né le 14 avril 1970
Yambongou, né le 11 avril 1973
Aboudou, né le 16 mai 1977.

Arrêté n° 302-MFE-CR du 26-7-78 — Une pension proportionnelle (pourcentage 52%) au montant annuel de trois cent trente neuf mille huit cent trente deux (339.832) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mensah-Dzraku Kwassi (Michel), assistant principal 3^e échelon du corps du personnel de la météorologie du Togo (indice 1.000) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1978.

M. Mensah-Dzraku Kwasi (Michel) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Gbêhossou, né le 17 août 1958
 Agbétoho, né le 12 mai 1960
 Vivi, né le 1^{er} avril 1962
 Anani, né le 18 mars 1967
 Akuavi, née le 9 décembre 1970.

Arrêté n° 303-MFE-CR du 3-8-78 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Sogoyou Assana (née Allulah)

« Sogoyou Ayao (née Doe),

épouses de M. Sogoyou Théou Bawélé (Germain), officier de paix 5^e échelon du corps du personnel de la police du Togo (indice 1.200, pourcentage 61%) décédé le 9 janvier 1976, une pension de veuve au taux annuel de cent trois mille neuf cent quatre vingt seize (103.996) francs pour compter du 1^{er} février 1976 et de cent dix neuf mille cinq cent quatre vingt seize (119.596) francs pour compter du 1^{er} janvier 1977.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à quarante et un mille six cents (41.600) francs l'an pour compter du 1^{er} février 1976 et à quarante sept mille huit cent quarante (47.840) francs par an pour compter du 1^{er} janvier 1977 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Atilé, née le 26 octobre 1955
 Pitenewé, née le 21 février 1957
 Naka, née le 17 avril 1958
 Doga, née le 17 avril 1958
 Tommadja, née le 5 juin 1961
 Mah, née le 2 avril 1963
 Aklasso, née le 25 août 1964
 Mane, née le 12 août 1966
 Pélei, né le 8 avril 1967
 Apessipié, née le 11 juin 1968
 Djaré, née le 16 mars 1970
 Sourou, né le 18 février 1971
 Them, né le 20 février 1973
 Yoma, né le 15 mars 1975
 Yom, né le 15 mars 1975.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Sogoyou Esso, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 304/MFE/CR du 3-8-78 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Amédé Adjoa (née Karka)

Amédé Mensah (née Hadalimba),

épouses de M. Amédé Amako, gendarme de 2^e classe 8^e échelon, n° mle 1976 du corps du personnel de la gendarmerie mobile togolaise (indice 510, pourcentage 33%) décédé le 12 mars 1977, une pension de veuve au taux annuel de vingt sept mille cinq cents (27.500) francs pour compter du 30 mai 1977.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, une pension temporaire d'orphelin fixée à onze mille (11.000) francs par an pour compter du 30 mai 1977 à chacun des orphelins dénommés ci-dessous :

Améyo, née le 7 juillet 1962
 Ataka, née le 8 mai 1964
 Méséna, né en 1964
 Hatété, né le 4 février 1970
 Marie, née le 29 janvier 1972
 Agbasso, né le 28 septembre 1974
 Absre, née le 4 juin 1975.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions d'orphelin attribuées ci-dessus ne peuvent pas au total être inférieur au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Hatete Adja, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 305/MFE/CR du 3-8-78 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Djaglo Kombiako (née Agbodjan)
 Djaglo Massan (née Améga),

épouses de M. Djaglo Attikpa Agbolotou, maréchal des logis chef 3^e échelon, n° mle 180 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 800, pourcentage 35%) décédé le 30 juillet 1977, une pension de veuve aux taux annuel de quarante cinq mille sept cent quarante huit (45.748) francs pour compter du 1^{er} août 1977.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, une pension temporaire d'orphelin fixée à dix huit mille trois cents (18.300) francs par an pour compter du 1^{er} août 1977 à chacun des orphelins dénommés ci-dessous :

Blamah, né le 18 juin 1957
 Afi, née en 1963
 Akofa, née le 31 mars 1963
 Mégnavo, née le 28 mai 1963
 Kodjo, né le 9 décembre 1963
 Edjossan, né le 13 octobre 1965
 Kayi, née le 14 janvier 1966
 Kossiwa, née le 29 décembre 1966
 Mitronougnan, né le 5 juin 1968
 Missoekémawu, né le 27 février 1969
 Koumadoké, né le 8 août 1970
 Agbégnédji, né le 21 juillet 1972
 Mikodomé, née le 17 avril 1974

Mawouna, né le 22 avril 1974
Agninéfan, né le 4 juin 1974
Quashie, né le 16 mars 1975
Mavulé, né le 3 octobre 1977
Assiléte, né le 13 octobre 1977.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions d'orphelin attribuées ci-dessus ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Djaglo Anani, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 306/MFE/CR du 3-8-78 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de deux cent soixante dix neuf mille cinquante six (279.056) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tademana Solana, gendarme de 6^e échelon, n° mle 075 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 700) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juin 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tademana Solana pour compter du 1^{er} juin 1978, une majoration pour famille nombreuse aux taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Dimiline, né le 14 avril 1957
Tibegrabana, né le 2 mars 1960
Dakoda, né le 4 octobre 1961.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à vingt sept mille neuf cent huit (27.908) francs pour compter du 1^{er} juin 1978.

M. Tademana Solana pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juin 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Mamadayéma, née le 27 novembre 1962
Sanidjomga, né le 17 novembre 1963
Libatini, née le 25 novembre 1966
Mihéna, née le 25 mars 1967
Koubaleguibena, né le 12 avril 1970
Erlana, née le 14 décembre 1973
M'Rè'anga, née le 29 avril 1977.

Arrêté n° 307/MFE/CR du 3-8-78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 71%) au montant annuel de sept cent soixante cinq mille six cents (765.600) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Giffa Kokou (Benjamin) greffier principal 3^e échelon du corps du personnel judiciaire du Togo (indice 1650) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraite du Togo à M. Giffa Kokou (Benjamin) pour compter du 1^{er} juillet 1978, une majoration pour famille nombreuse aux taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Akouavi, née le 28 mai 1947
Kossi, né le 27 juin 1948
Yaovi, né le 22 septembre 1949
Kafui, née le 23 juillet 1951
Abla, née le 6 mars 1953
Ayaovi, né le 23 novembre 1957.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quatre vingt onze mille quatre cents (191.400) francs pour compter du 1^{er} juillet 1978.

M. Giffa Kokou (Benjamin) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1978 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Ahoéfa, née le 6 juin 1961
Kodjo, né le 26 juillet 1964
Adjowavi, née le 3 juillet 1967.

Arrêté n° 308/MFE/CR du 3-8-78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 72%) au montant annuel de sept cent soixante seize mille trois cent quatre vingt quatre (776.384) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adjevi Adjétey (Louis), agent technique principal 3^e échelon du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 1.650 admis à la retraite).

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adjevi Adjétey (Louis) pour compter du 1^{er} avril 1978, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Lakolé, né le 1^{er} septembre 1950
Coffi, né le 14 mai 1954
Kafui, né le 26 août 1957
Kpoti, né le 9 mai 1958
Kokou, né le 9 septembre 1959
Kossiwa, née le 23 avril 1961.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quatre vingt quatorze mille quatre vingt seize (194.096) francs pour compter du 1^{er} avril 1978.

M. Adjevi Adjétey (Louis) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 13^e rang) ci-après désignés :

Akouavi, née le 13 juin 1962
 Lassey, né le 30 juillet 1964
 Sewa, né le 19 janvier 1966
 Comla, né le 29 juin 1968
 Messan, né le 21 avril 1970
 Ako, né le 14 août 1971
 Anani, né le 16 janvier 1974.

Arrêté n° 312-MFE-CR du 3-8-78 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Tchantelo Polo (née Karka), épouse de M. Tchantelo Napo, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon, n° m.le 20.936 du corps du personnel du 1^{er} régiment inter-armes togolais (indice 420, pourcentage 36%) en retraite décédé le 4 août 1976, une pension de veuve au taux annuel de quarante neuf mille quatre cent huit (49.408) francs pour compter du 12 juin 1977.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à neuf mille huit cent quatre vingt quatre (9.984) francs par an pour compter du 12 juin 1977 à chacun des orphelins dénommés ci-dessous :

Mawèkouta, née le 2 juin 1961
 Arikm, née le 2 mai 1964
 Tchoutou, née le 5 décembre 1966
 Komi, né le 21 juin 1969
 Gnassitou, né le 11 juin 1975.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions d'orphelin attribuées ci-dessus ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Aniko Sarki, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 314/MFE/CR du 3-8-78 — Une pension proportionnelle (pourcentage 42 %) au montant annuel de cent quatre vingt trois mille neuf cents (183.900) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Afola Yao (Philippe), moniteur de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 670) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1977.

M. Afola Yao (Philippe) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1977 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants ci-après désignés :

Kokouvi, né en 1959
 Kudjo, né le 31 mai 1960
 Kossivi, né le 20 juin 1960
 Kokou, né le 19 sept. 1962
 Adjovi, née le 30 octob. 1962
 Kossi, né le 12 février 1967.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 3/8/78 à l'arrêté n° 166/MFE/CR du 25 mai 1977 portant concession de pension de veuve et d'orphelin.

AU LIEU DE

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Tetevi Tinmin (Romain) administrateur des biens, chargé de leur tutelle.

LIRE

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Djramedo Daté Missiaménou, administrateur des biens, chargé de leur tutelle.

Le reste sans changement.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Concours

Arrêté n° 709-MTFP du 19/7/78. — Un concours professionnel d'accès aux cadres ci-après : contrôleurs, agents de constatation et préposés des douanes sera ouvert à Lomé et à Sokodé le 23 octobre 1978 respectivement aux agents de constatation, aux préposés et aux agents non fonctionnaires des douanes, de nationalité togolaise justifiant de cinq ans de service effectif à la date du concours.

Le nombre de places mises aux concours est fixé comme suit :

- Contrôleurs (20)
- Agents de Constatation (30)
- Préposés (35)

Ce concours comportera les épreuves suivantes :

CADRES DES CONTROLEURS

a) Des épreuves écrites d'admissibilité :

- 1) Une composition française sur un sujet d'ordre général intéressant la géographie et l'économie du Togo (coeff. 3) — durée 2 heures
 - 2) La rédaction d'une note sur une question douanière (coeff. 4) — durée 3 heures
- b) Des épreuves orales d'admission
- 3) Deux questions de service sur la réglementation et l'organisation des douanes (coeff. 2)
 - 4) Une interrogation sur l'organisation politique et administrative du Togo (coeff. 1)
 - 5) Une interrogation facultative de langue étrangère (coeff. 1).

Les notes obtenues n'entrant en compte dans le total des points pour le classement que si et dans la mesure où elles excèdent la moyenne.

CADRE DES AGENTS DE CONSTATATION

- 1) La rédaction d'un rapport (coeff. 3) — durée 2 heures
- 2) Une épreuve écrite d'arithmétique (coeff. 3) — durée 2 heures
- 3) Une interrogation écrite de géographie (coeff. 2) durée 1 h 30
- 4) Deux questions de service se rapportant aux attributions des agents de constatation (coeff. 2) durée 1 h 30 mn.

CADRE DES PREPOSES

- 1) Une épreuve d'orthographe (coeff. 2)
- 2) Une rédaction sur un sujet de la vie des fonctionnaires des brigades des douanes (coeff. 2) — durée 2 heures
- 3) Une épreuve d'arithmétique (coeff. 2) — durée 1 h 30 mn
- 4) Deux questions de service se rapportant aux fonctions du cadre des préposés (coeff. 1) — durée 1 h 30 mn
- 5) Des épreuves physiques (coeff. 1).

Chaque épreuve est notée de 0 à 20. Toute note inférieure à 7 est éliminatoire. Une note unique d'écriture et de présentation de 0 à 20 (coeff. 1) est attribuée à l'ensemble des épreuves.

Nul ne peut être déclaré admis s'il n'a obtenu les 3/5 du nombre maximum des points que compte l'ensemble des épreuves.

Les candidatures doivent parvenir par voie hiérarchique au ministre de la fonction publique avant le 25 septembre 1978.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Admission

Arrêté n° 40-MEN-RS du 31/7/78 — Sont déclarés définitivement admis à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général, session de 1977, les candidats dont les noms suivent, classés par ordre de mérite :

OPTION SCIENCES

Bararmna B. Talkpèta	Banma E. N. K. Mollah
Afangnon K. Kodjo	Tchaou Kossi
Adododji Kouma Kossi	Liélo Nanwadjia
Mme Ogounpola A. Moudou-	Djobo Malayika Dfèzi
kpé (Gohourgo)	Akpo Ouro-Bossi
Souleymane Raouf	Degue Nomséli

Hassou Afema Tcha	Assogba Nouwagnon
Mlle Akedjo A. B. Ablavi	Doleagbenou A. Kodjo
Modzinou K. Hoékélessou	Soher Enagnide
Mensah Abini Foli	Koumanssi Kwassi Bohno
Kounetsron Ankou	Atayi-Amah Ayikoué
Mlle Abbey Abélé Akouavi	Tournouvi Kodjoakou
Yata Pepa	Amedome Koffi
Daro Tchatchi-Bara	Dossou Ayawo Gato
Kodjo-Logo Anyigba	Koua M'Tassa
Koumapley K. Agbenyegah	Samtjou Yawo Edem
Mlle Amouzou Akoua	Dè-Togbe Fantsao Yawo.
dégan Mawulawoé	

OPTION FRANÇAIS HISTO-GEO

Lawson-Drackey F. Enam	Afo Djibrila
Etse Govina K. Enyonam	Toyo A. Tovi
Adjoh Kossi Selom	Eklou-Natey Tey Messangan
Dzraku Koku Messa	Ali Abdel-Kérim
Creppy Ayité Eko	Bogliah Amouzou Kouassi
Adjayi Akossiwa Evanam	Gaba Kpayedo Mawusé
Attivi Dansou A. Tho	Koussandja K. K.A. Ayin'do
Kouloni Kokou Kadoké	Mme Takassi L., née Bjobo.

OPTION FRANÇAIS-ANGLAIS

Toviakou Komla Tonyevia	Azanledji Cudjoe
Goka-Adokanu L. Komla	Akakpo-Toulou F. Djigbondi
Amela Kossi Atsou	Weilbeck Edo Kodzo Seto
Gnassingbe Koyagnaba	Dare Kossi Lantame
Assem Kodzo S. Dodzi	Kpante Naben Yao
Yawo Comlavi Awlikah	Agbodoh Kwami Aboki
Mlle Agbodjan-Prince A.	Ahadzi Vinyo Koffi
Lassegan Situ	Akitani Akouété Egnonam
Drackey Komi	Ekoué Attisso
Kpadenou Amoussouvi	Mlle Kuwouzi Afi Demanu.
Lawson Anoumou Balagbo	

OPTION FRANÇAIS-ALLEMAND

Azanledji Kodjovi Adjewoda
Sœur Vovor D. A. Massan

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1978.

Rectificatifs et Additifs

RECTIFICATIF du 27/7/78 à l'arrêté n° 39/MEN du 2 sept. 1976 portant admission définitive des membres du personnel de l'enseignement officiel aux examens et concours professionnels — session de 1975.

Sont déclarés définitivement admis aux examens et concours professionnels — session de 1975, les candidates et candidats dont les noms suivent :

CERTIFICAT D'APTITUDE PEDAGOGIQUE (C.A.P.)

Après : Amah Abayi Maguwékim centrale Dapaon Dapaon

Au lieu de : Gaoivo Kodégla (Honoré) Ahépé Kpowla Tabligbo

Lire : Gnavo Akodégla (Honoré) Ahépé Kpowla Tabligbo
Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} janvier 1976.

Le reste sans changement

ADDITIF du 31/7/78 à l'arrêté n° 46 du 12 août 1977
portant admission définitive du personnel enseignant
confessionnel aux examens et concours professionnels
— session des 26 et 27 août 1976.

Sont déclarés définitivement admis aux examens
et concours professionnels — session de 1976 — les can-
didates et candidats dont les noms suivent :

CERTIFICAT ELEMENTAIRE D'APTITUDE

PEDAGOGIQUE (C.E.A.P.)

EXAMEN Enseignement Catholique

Après : Gadassou Komlan Agbodo — cath. Agadji
Amlame

Ajouter : Ettuh Sessi Kossi — cath. Agbodrafo Aneho

EXAMEN Enseignement Evangelique

Après : Akpa D. Kokou — évang. Saligbé, Notse

Ajouter : Amédomé Koffi Séwonu Agbata Agbavi Aného

C.A.M.

Après : Drofenu Sitsofé Gbodui — Tséviépé Tsévié

Ajouter : Wilson Asiba — Kpota Aneho

Le reste sans changement

ADDITIF du 31/7/78 à l'arrêté n° 46-bis/MEN-RS du
12 août 1977 portant admission définitive du personnel
enseignant officiel aux examens et concours profes-
sionnels — session des 26 et 27 août 1976.

Sont déclarés définitivement admis aux concours et
examens professionnels — session de 1976, les candi-
dates et candidats dont les noms suivent :

CERTIFICAT D'APTITUDE PEDAGOGIQUE (C.A.P.)

Série E N I

Après : Mabudu Sossou — Tabligbo Tabligbo

Ajouter : Kossi Sena Kodjoviakopé — G/B Lomé-Ouest

Le reste sans changement

RECTIFICATIF du 31/7/78 à l'arrêté n° 46-bis/MEN-RS
du 12 août 1977 portant admission définitive du per-
sonnel enseignant officiel aux examens et concours
professionnels — session des 26 et 27 août 1976.

Est et demeure rapporté l'arrêté n° 46-bis en ce qui
concerne :

CERTIFICAT ELEMENTAIRE D'APTITUDE

PEDAGOGIQUE (C.E.A.P.)

EXAMEN

Attuh Sessi Kossi — Agbodrafo — Aneho

Amedome Koffi Sewonou — Agbota Agbavi — Aneho
.....
CERTIFICAT D'APTITUDE AU MONITORAT (CAM)
.....
Wilson Amba — Kpota — Aneho
Le reste sans changement

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appel d'offres

Le service des travaux publics fait appel à la con-
currence pour la construction d'un pavillon militaire
au centre hospitalier universitaire de Tokoin à Lomé.
L'ensemble des travaux constitue un lot unique.

Les soumissions devront parvenir avant onze
heures (11) locales du jour fixé pour l'ouverture des
plis qui aura lieu à la présidence de la République à
Lomé, salle de réunion de la commission consultative
des marchés à quinze heures (15 h) le 6 septembre 1978.

Les exemplaires du dossier d'appel d'offres seront
délivrés par l'arrondissement-bâtiments (direction des
travaux publics) contre la remise de 2 rouleaux ozalid,
2 rames papier duplicateur 21 X 29,7, un litre d'ammo-
niac et un tube d'encre duplicateur Gestetner.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adres-
ser à l'arrondissement-bâtiments, direction des travaux
publics à Lomé.

Lomé, le 9 août 1978

Le directeur des travaux publics du Togo,
N. AYEVA

NECROLOGIE

Le ministre du travail et de la fonction publique, a
le regret de faire part du décès de :

M. AVOULETE Komla, instituteur de 2^e classe
1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de
l'enseignement, survenu le 13 mai 1978 à Lomé ;

M. Jimongou Yentchabré Nakordja, adjoint techni-
que d'agriculture de 2^e classe 1^{er} échelon du corps des
fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage et des eaux
et forêts, survenu le 16 mai 1978 à Dapaon ;

M. Lawson Dovi (Gabriel), instituteur principal de
classe exceptionnelle du corps des fonctionnaires de
l'enseignement, survenu le 8 juin 1978 au centre hos-
pitalier de Lomé.